



Rue du Lombard, 8/2 - 5000 Namur
081/73.40.86
secretariat@equipespopulaires.be

Cette analyse est téléchargeable sur :
www.equipespopulaires.be



Question de point de vue

Décembre 2016

Nouvelles gauches en quête d'un second souffle

Par Guillaume Lohest,
Animateur aux Equipes Populaires

Il y a du mouvement sur l'échiquier politique depuis quelques années, et notamment à gauche. Tout à gauche. Podemos en Espagne, Syriza en Grèce, le PTB-Go en Belgique : ces partis connaissent ou ont connu un regain populaire conséquent. Feu de paille ? Populisme ? Basculement ? Refondation ? C'est à voir. Mais quoi qu'il en soit, les questions qui se posent au sein de « ces gauches-là » sont d'une importance cruciale. Elles interrogent leur rapport au pouvoir qu'elles peuvent prétendre exercer, à la notion de « peuple » qu'elles visent à représenter, à la dimension internationale de l'économie et de la solidarité, ainsi que leurs stratégies pour tenter d'infléchir le rouleau compresseur du néolibéralisme. Autant de questions inédites pour lesquelles n'existe aucune recette historique prémâchée.

Les *Équipes Populaires* ont organisé le 19 septembre 2016 une soirée de débat sur les nouvelles gauches en Europe. Cette analyse se donne pour objectif de faire le point sur les réflexions exprimées lors de ce débat : quels sont les accents les plus marqués selon les formations et les contextes politiques ? Y a-t-il des convergences possibles entre les gauches radicales européennes ? Quels sont les risques qui pèsent sur la cohérence de leurs projets politiques ?

Réfléchir à ce que peut être, à ce que devrait être une gauche digne de ce nom, dans le climat actuel, n'a rien d'une tranquille méditation. Surtout si les participants à cette réflexion viennent d'horizons et de contextes bien différents : Alex Merlo représente *Podemos*, le parti espagnol issu du mouvement des *Indignés*, Éric Toussaint est porteur d'une analyse critique sur les dettes illégitimes,

notamment dans le cas de la Grèce, tandis que Michaël Verbauwhede, jeune député bruxellois, parle au nom du *PTB-Go*, en pleine bourre dans les derniers sondages (18,4% d'intentions de vote fin novembre 2016).

Commençons par donner les accents propres à chaque composante de cette magnifique brochette de gauche – comment dit-on déjà ? Extrême ? Radicale ? Nouvelle ? À chacun d'en juger.

Quatre questions ont été posées aux trois invités. 1) Comment vous définissez-vous ? 2) Quels sont vos rapports avec les autres partis, et quelles sont les alliances possibles ? 3) Et avec la population et les mouvements sociaux, comment vous situez-vous ? 4) Enfin, quid de la participation au pouvoir : êtes-vous prêts à y aller ? Voici la mise en relief des éléments de réponse avancés par chacun d'eux.

Chez Podemos, on revendique un populisme de gauche

Alex Merlo, attaché du parlementaire UE Miguel Urban Crespo, parle vite dans un français coloré par des sonorités espagnoles. Mais on le reçoit cinq sur cinq. « *Chez Podemos, on revendique une identité multiple, un mouvement en « crise permanente » qui a refusé de se définir de façon idéologique pour sortir des clivages. Ce qui donne une identité à ce mouvement, c'est donc une forme de populisme, dans le sens d'une écoute des revendications populaires par opposition aux accaparements économiques des élites, mais un populisme de gauche.* » Mais avoir créé un véritable parti a aussi conduit à une rupture avec l'esprit des Indignés, car il a fallu assumer une certaine centralisation, une stratégie de communication hyper efficace, bref une organisation de parti qu'il n'est pas toujours aisé de rendre légitime aux yeux des partisans de nouvelles formes de participation, qui continuent d'exister en parallèle sous forme d'assemblées populaires, de cercles de participation. Enfin, *Podemos* est né sur une hypothèse très hardie : prendre le pouvoir très rapidement. « *Ce pari, très original par rapport à l'extrême-gauche classique, a failli réussir. Mais il ne s'est pas réalisé. Se pose donc la question, maintenant, de coexister avec la social-démocratie.* » Changer les choses dans ce cadre-là est-il possible ? Jusqu'à présent, au sein de *Podemos*, on pense que non.

La trahison de Syriza et un plan B : désobéir

Eric Toussaint monte à la tribune. En habitué des discours et de la pédagogie politique, son exposé est clair et convaincant. Lui revient la tâche compliquée de réaliser, à la fois, un état des lieux de la gauche radicale en Grèce et, dans un second temps, de développer ce qu'il appelle un « plan B » pour la gauche européenne. « *Le plan A, dit-il, c'était celui de Syriza et de Tsipras : l'UE allait devoir accepter le refus de l'austérité par la population*

grecque. » Mais, selon Éric Toussaint, Alexis Tsipras a trahi le mandat populaire de rupture totale avec l'austérité qu'il avait reçu, via les élections de 2014 d'abord, via le référendum du 5 juillet 2015 ensuite. En cherchant à éviter l'affrontement avec les institutions européennes et le grand capital grec (banques et armateurs), en espérant obtenir des compromis, il n'a pas suivi la volonté populaire qui allait jusqu'à accepter les risques de conséquences d'une sortie de la zone Euro. Syriza, qui incarnait cette volonté populaire, s'est fracturé. Aujourd'hui, la gauche radicale en Grèce est divisée en quatre ou cinq formations politiques distinctes, qu'il s'agisse de partis historiques ou de nouveaux mouvements issus de défections de Syriza. Il y a un processus de divergence plus que de convergence. Les leçons de tout cela ? « *Un gouvernement de gauche qui est confronté au pouvoir et à un remboursement de la dette doit utiliser l'arme du non-paiement.* » Le plan B, pour faire bref, c'est donc un programme qui demanderait clairement aux électeurs le mandat de désobéir aux grandes orientations économiques actuelles des institutions européennes. Pas dans une optique de sortie de l'UE comme les partis d'extrême-droite, mais de désobéissance interne, afin de transformer l'Europe par une conflictualisation politique assumée, portée par des mobilisations populaires.

Au PTB, on a le sourire (mais on marche sur des oeufs)

Michaël Verbauwhede, énergique et souriant, souhaite qu'on ne résume pas l'identité de son parti à une étiquette. Il en profite pour faire un petit détour par le slogan : au PTB-Go, on se bat pour les gens et pas pour le profit. La vision assumée, marxiste, est d'enlever un maximum de secteurs stratégiques à l'emprise du Privé. « *Il faut instaurer un état d'urgence social, dit-il, et le financer en activant la taxation des grandes fortunes.* » Mais comment y parvenir ? La suite du discours est toute en précautions... « *Ce qui compte, c'est la*

mobilisation, le rapport de force. Il n'y a pas de recette magique mais il est certain qu'il faut un mouvement social fort derrière toute éventuelle participation à un gouvernement. Au PTB, nous appliquons le principe Rue-Parlement-Rue, pour tenter de rester proche des réalités des gens. »

Le député soutient qu'il ne faut pas se focaliser sur la participation au gouvernement. « *Il y a d'autres pistes. Il faut distinguer le pouvoir du gouvernement. Ce qui est essentiel, c'est la mobilisation.* » Sur les pistes en question, et notamment celle d'un éventuel non-remboursement des dettes illégitimes, on renvoie à Éric Toussaint. En filigrane, on comprend qu'au PTB, la priorité est de rassembler un électorat le plus large possible autour de grands principes sociaux. En évitant de se mouiller sur les concrétisations, les détails et les sujets plus délicats ? On sent la question flotter dans la salle, mais on n'est pas là pour s'écharper ce soir...

Quelques convergences, et une réflexion à poursuivre

À ce stade, et si l'on prend un peu de recul sur ce qui précède, on peut se demander si la diversité des contextes politiques (la Grèce n'est pas l'Espagne qui n'est pas la Belgique) et de l'inscription sociale des trois formations de gauche (cristallisation autour de la crise grecque, mouvement « populiste » ou héritage historique de parti) permet tout de même d'identifier des lignes communes. Éric Toussaint relève quatre points de convergence entre les divers intervenants :

- L'accord sur la nécessité d'un audit de la dette publique
- L'indispensable mobilisation sociale
- Une vision relative de la participation gouvernementale : ce n'est pas la seule voie possible
- La nécessité de désobéir aux traités et de poser des actes unilatéraux

¹ Edouard de Mareschal, « Trump fait carton plein dans la « rust belt », épicerie de la colère blanche », dans *Le Figaro*, 9 novembre 2016.

En guise d'introduction à un approfondissement de cette question de la mobilisation sociale, souvenons-nous de ce petit refrain chanté par Alain Souchon et Laurent Voulzy, *Oiseau malin* :

*« Oh prenez garde à ceux qui n'ont rien
Qu'on a laissés au bord du chemin
Rêveurs rêvant le monde meilleur
Ils voient la colère monter dans leurs
cœurs »*

Le contexte actuel, ce néo-libéralisme décomplexé, appliqué sans vergogne chez Caterpillar, Axa, ING, etc. (à qui le tour ?), engendre une légitime colère. De plus en plus large. Outre l'objectif d'éviter que se poursuive cette saignée sociale, le défi de la gauche est de transformer cette colère en projet politique mobilisateur, en mouvement populaire progressiste et créateur de nouvelles perspectives. Et de le faire avec courage, sans marcher sur les lignes floues des populismes de droite.

Mise en perspective par l'actualité récente

L'élection de Donald Trump à la présidence des U.S.A. ajoute un caractère d'urgence à ce défi. Les commentateurs politiques s'écharpent à présent sur l'interprétation de cette élection. On dit que tout s'est joué sur l'électorat de l'ancienne « ceinture de la rouille » (Rust belt) : « *Il [Donald Trump] a su mobiliser la classe moyenne déclassée des ouvriers blancs pour qui la mondialisation n'a pas apporté la prospérité, mais le chômage et la crise dans leurs territoires où l'emploi a disparu avec l'effondrement de l'industrie du charbon et de l'acier.* »¹ Mais à partir de cette observation de statistique électorale, les avis divergent, y compris à gauche, sur la stratégie à mener et sur le discours à porter en Europe. Quelles

politiques pourraient redonner confiance, précisément mais pas seulement, à cet électorat, à certaines franges des classes moyennes et populaires tentées par le repli identitaire ?

On sent que le basculement peut se produire aussi bien vers l'extrême-gauche que vers l'extrême-droite. Sur certains thèmes, en France par exemple, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen semblent jouer une surenchère « souverainiste », anti-UE, complaisante envers des régimes autoritaires comme celui de Vladimir Poutine en Russie. De leur côté, les « gauches de gouvernement » sont embourbées dans les contradictions de leur participation aux politiques d'austérité et de libre-échange. En Wallonie, l'opposition au CETA incarnée par le socialiste Paul Magnette lors d'un « momentum » politique assez rare pour être souligné, ne semble pas (encore ?) avoir convaincu les électeurs de la possibilité d'une ligne de « désobéissance constructive » vis-à-vis de l'UE (les derniers sondages ne montrent pas d'effet CETA).

Le symbole de cette dénonciation des excès du libre-échange a en tout cas confirmé que l'enjeu, pour les gauches, est une redéfinition de fond. François Gemenne, dans un article polémique publié dans *La Revue Nouvelle*, pointe un risque majeur, selon lui, pour les « nouvelles gauches » en Europe : celui d'abandonner les idéaux universalistes. Il écrit : *« Tous ces mouvements et partis sont structurés autour d'une même idée : une meilleure protection des travailleurs et plus globalement de ceux que la gauche de gouvernement a oubliés ou trahis. Et cette protection s'inscrit dans une idéologie profondément souverainiste : il s'agit de lutter contre les « ravages de la mondialisation », de refuser les « diktats de Bruxelles » et, plus globalement, de reprendre le contrôle d'une politique économique que l'on perçoit comme menacée par le monde extérieur. Il s'agit bien de défendre une forteresse et la ligne de*

défense se doublera volontiers d'accents nationalistes (« La France insoumise »), quitte à rejoindre en bien des endroits celle de l'extrême droite. »²

Les gauches sont-elles menacées de dislocation, d'écartèlement entre deux axes politiques qu'elles avaient jusqu'ici portés conjointement : celui de la justice socio-économique et celui de l'universalité des droits ?

Sont-elles condamnées à jouer chacune leur partition « nationale » ou pourraient-elles au contraire, dans un sursaut internationaliste, se retrouver sur des combats politiques fondamentaux à mener de front à l'échelle européenne ? Pour l'instant, nous l'avons vu, il y a des valeurs partagées, des résistances, des slogans, de l'obstination (ah, ce fameux « rapport de force » qu'on a entendu dans toutes les bouches, au moins quinze fois lors de cette soirée de débat...) et quelques convergences. « *C'est déjà ça* », chantait (encore lui) ce nostalgique de Souchon. Mais pour la gauche radicale, la nostalgie est interdite. Les vieux refrains : impossibles – inaudibles, inadaptés. Le débat est donc grand ouvert. Ça tombe bien, c'était le but !

² François Gemenne, « Frontières, souverainisme et vacuité » dans *La Revue Nouvelle*, 2016/numéro 4.